

1

**Intervention de Pierre Mauroy**  
**Comité Directeur du 15 janvier 1991**

Chers Camarades,

Cette réunion exceptionnelle du Comité Directeur constitue le moment décisif pour les socialistes. Après la réunion du Bureau Exécutif, puis celle du groupe parlementaire ; avant la session extraordinaire du Parlement, elle est le moment du débat, le moment du choix.

Ce débat ne nous prend pas par surprise. Depuis plusieurs mois, nous nous y préparons tout en le redoutant. Il est l'aboutissement d'une démarche, en même temps qu'il nous engage dans une nouvelle étape. Nous devons le mener au fond. Telle est la règle chez les socialistes. Tel est l'objet de ce Comité Directeur.

Mais voici venue aussi l'heure du choix.

Il est de la responsabilité des socialistes de dégager, avant le débat parlementaire, la position de leur parti, dont je souhaite qu'elle soit unanime.

Il est de la responsabilité des socialistes de répondre à une question simple : la France contribue à l'application des résolutions du Conseil de Sécurité sur l'évacuation du Koweït.

Peut-elle le faire, y compris en utilisant des moyens militaires, si nulle autre solution alternative ne se dessine ?

A cette question, je vous demande de répondre : "oui".

Ce "oui", je sais combien il est difficile pour chacun d'entre nous. Aussi devons-nous nous interroger : est-ce compatible avec l'histoire des socialistes ? Est-ce conforme à la position de la France ? Est-ce cohérent avec les positions que nous avons adoptées depuis le 2 août ?

\* \*

\*

## L'HISTOIRE DES SOCIALISTES

Les socialistes ont toujours été les ardents défenseurs de la paix. Jaurès le fut jusqu'à son dernier souffle. Nous l'espérons ici encore jusqu'à la dernière minute.

Mais nous savons aussi que la recherche de la paix ne se confond pas avec le pacifisme. Pas davantage que le patriotisme avec le nationalisme ou l'intégrisme avec le sentiment religieux.

Et nous savons surtout que les socialistes ont toujours appelé de leurs vœux un système efficace de sécurité collective.

Ne nous y trompons pas, dans ce conflit - si conflit il y a - nous serons les défenseurs acharnés, les artisans inlassables, les combattants intraitables d'un seul objectif : le respect du droit.

Nous ne sommes pas en effet devant un conflit comme les autres. Depuis plusieurs mois, beaucoup tentent de déceler des analogies avec des conflits qui ont marqué notre siècle. C'est négliger le caractère radicalement nouveau de la situation internationale que d'entreprendre une telle démarche.

La fin du conflit Est-Ouest, engagée par la pérestroïka, symbolisée par la chute du Mur de Berlin, confirmée avec éclat par la Charte de Paris, a ouvert des temps nouveaux.

La recherche de la sécurité collective, le fonctionnement efficace de l'Organisation des Nations Unies, le règne du droit étaient resté trop longtemps l'impossible quête des socialistes.

Tel n'est plus le cas, et c'est pourquoi la crise ouverte par l'agression de l'Irak, a constitué et constitue encore un moment de vérité pour les Nations Unies.

L'Organisation des Nations Unies a montré sa détermination. Elle a désigné l'agresseur. Elle a condamné l'agression. Elle a exigé le retrait du Koweït, puis la libération des otages. Elle a mis en place l'embargo, puis le blocus. Elle a enfin autorisé le recours à la force le 29 novembre dernier.

Tel est le droit. Nous en acceptons la rigueur. Nous savons en effet que la faiblesse majeure du droit international résidait justement dans son incapacité à faire respecter les décisions qu'il édictait, faute de sanctions efficaces, faute surtout d'un possible recours à la force.

C'est ainsi qu'a échoué la Société des Nations. C'est ainsi que s'est enlisée trop longtemps l'Organisation des Nations Unies. Les socialistes doivent se féliciter de la nouvelle ère qui s'annonce. La recherche de la paix, la volonté de voir le droit primer sur la force constituent plus que jamais le combat des socialistes.

## LA POSITION DE LA FRANCE

Dans ce combat, la France a-t-elle pris sa part ? Telle est la seconde question qu'il faut nous poser.

Et la réponse s'impose d'elle-même : la France a toujours été ferme et solidaire ; elle a toujours aussi été un pas en avant dans la recherche de la paix.

La France a multiplié les initiatives, montrant ce que j'avais appelé à l'Assemblée Nationale sa "disponibilité", au point que François Mitterrand est devenu le symbole de la dernière chance.

Jusqu'ici, pas une fois, Saddam Hussein n'a esquissé la moindre ouverture. Combien de fois la France a-t-elle pourtant tendu des perches qui n'ont pas été saisies ?

Nous avons dès le début souhaité laisser toutes ses chances à une médiation arabe.

Nous avons ensuite pesé pour que les Nations Unies constituent bien le cadre de résolution du conflit.

Nous avons insisté pour que soient distingués le blocus et l'embargo.

Nous avons ouvert le 24 septembre les perspectives les plus audacieuses avec le discours de François Mitterrand à la Tribune des Nations Unies.

Nous avons multiplié les contacts et le Président de la Commission des Affaires Etrangères, Michel Vauzelle, s'est même entretenu avec Saddam Hussein à Bagdad.

Nous avons proposé une nouvelle initiative lors du Sommet Européen de Luxembourg.

Nous avons hier encore, fait une dernière proposition au Conseil de Sécurité des Nations Unies.

Bref, durant ces six mois François Mitterrand et Roland Dumas au premier chef, n'ont ménagé aucun effort pour parvenir à restaurer le droit sans recours à la force. Rien n'y fit. Ou plutôt rien n'y fait, puisqu'il reste quelques heures avant l'expiration de l'ultimatum.

Et pourtant, j'ai la conviction que, malgré l'échec présent, cette action prendra demain tout son sens. Et j'ai la certitude que nous socialistes, ne pouvons que lui apporter notre pleine approbation.

\*                      \*

\*

## LES POSITIONS DU PARTI SOCIALISTE

Avons-nous d'ailleurs fait autre chose depuis le 2 août dernier ? En d'autres termes, et c'est la troisième interrogation, qu'elle est la réponse qui sera la plus cohérente avec les positions que le Parti socialiste a adoptées depuis le début de la crise ?

Lors de notre Convention Nationale en décembre dernier, lors de notre dernier Comité Directeur, lors de nombreux Bureaux Exécutifs, nous avons débattu de la crise du Golfe.

J'énoncerai demain, en votre nom, à la tribune de l'Assemblée Nationale, l'objectif que les socialistes considèrent comme devant être prioritairement respecté : le respect de toutes les résolutions des Nations Unies.

Cet objectif a quatre prolongements majeurs :

- Nous sommes pour le retour à la souveraineté du Koweït. Nous souhaitons qu'il coïncide avec l'établissement de la démocratie. Nous sommes en tous cas déterminés à ce que le peuple koweïti s'exprime, le moment venu, démocratiquement.

- Nous allons rentrer dans un conflit qui, pour la première fois, est légitimé par la Communauté Internationale. C'est la raison pour laquelle la manière dont ce conflit sera mené sur le terrain devra être particulièrement exemplaire.

- Nous avons la volonté d'établir un nouvel ordre international. Il est donc impératif pour nous d'infirmier ce sentiment répandu, trop souvent à juste titre, qu'il y a "deux poids, deux mesures" dans l'application du droit international.

Il est donc clair que le droit international, dans toutes ses dispositions, dans toutes ses résolutions, devra être appliqué.

Nous avons appelé de nos vœux depuis 1983 une Conférence internationale pour régler le problème palestinien tout en garantissant la sécurité d'Israël.

Nous avons -souvent seuls d'ailleurs- réclamé le respect de l'intégrité territoriale du Liban.

Aujourd'hui nous devons avec force affirmer notre volonté de voir l'Union Soviétique régler par le dialogue la question des nationalités.

- Au delà, parce que nous sommes socialistes, nous souhaitons un partage plus juste des ressources pétrolières. Trop de pays producteurs se sont vus imposer des prix inacceptables. Trop de pays arabes et de pays en voie de développement n'ont pu profiter de cette richesse. A nous de favoriser la fixation d'un prix stable et équitable.

Mes chers camarades, sur tous ces problèmes, sur toutes ces questions, en dépit des difficultés, l'unanimité a été maintenue.

"L'ensemble des résolutions adoptées par le Conseil de sécurité des Nations Unies doivent être appliquées, et le rôle de tous les membres de la communauté internationale concernés - c'est évidemment le cas de la France- est de mettre en œuvre les moyens nécessaires pour faire comprendre aux dirigeants irakiens que la loi internationale doit être respectée."

Voilà ce que nous déclarions dans un communiqué adopté à l'unanimité le 19 décembre dernier.

Voici maintenant l'heure du choix.



Plus de soixante quinze Premiers Secrétares Fédéraux ont signé un texte appelant toutes les militantes et tous les militants à soutenir sans faille, en ces heures graves, l'action de François Mitterrand.

Je souhaite à mon tour que, conformément à l'histoire des socialistes, dans la droite ligne des positions adoptées par la France et par le Parti Socialiste depuis le 2 août dernier, nous montrions ce soir notre unanimité et que nous réaffirmions notre fidélité envers le Président de la République et l'action qu'il mène au nom de la France.